

ÉCOLE LAÏQUE ET ÉDUCATION NOUVELLE...

Méfions-nous des politiques et des politiciens qui présentent les événements en succession de vagues infernales et d'interventions providentielles. Méfions-nous des doctrinaires qui soumettent l'histoire à des lois dont ils possèdent seuls les formules invariables.

La Commune de Paris ne fut pas l'effet de causes purement économiques. Elle ne fut pas non plus un simple accident que rien n'avait annoncé, que rien ne suivit.

Sans doute les événements de mars 1871 apparaissent-ils à l'historien comme des séquelles de la guerre et de la défaite, de la misère, du chômage, du redoutable problème des loyers - aussi comme une opposition légitime à la politique des ruraux réactionnaires, des grands bourgeois orléanistes qui avaient usurpé le pouvoir tombé des mains du débile empereur. Mais les hommes de la Commune n'étaient pas des «nés de la guerre». Ils sortaient de l'opposition républicaine et ouvrière à l'Empire. La Commune se place même à un tournant décisif comme les journées de juin 1848. Ici, ce fut la rupture avec la grande bourgeoisie libérale. Là, la dernière tentative du jacobinisme républicain authentique. Aux deux tournants, une action ouvrière nettement caractérisée. Mais en 1848, la classe ouvrière parisienne, seule, avait appris à se battre, avant d'avoir connu une organisation solide. En 1871, la classe ouvrière parisienne plus consciente de son rôle, mais mêlée à une foule hétéroclite, ne pouvant imposer ses représentants au sommet, ne sut que payer d'exemple dans les ultimes combats.

Sans doute une crise rapide et brutale comme la Commune était plus favorable au *Jacobinisme* qu'à l'organisation ouvrière. Ce n'est pas dans l'entreprise insurrectionnelle et militaire qu'il faut chercher les tendances profondes des hommes de la Commune. Plutôt dans les tentatives de changements durables et de bouleversements des institutions. Les initiatives et les projets dans le domaine de l'enseignement peuvent nous servir de tests et d'éléments d'un jugement.

On s'étonnera que les Communards aient eu le temps de penser aux écoles. Ce qui est étonnant c'est que les historiens de l'Enseignement nous promènent de Guizot à Victor Duruy et à Jules Ferry (1) et omettent les manifestations populaires qui ont non seulement précédé les lois laïques de plus de vingt ans, mais lancé des idées que nous débattons encore aujourd'hui.

On a parlé de l'Enseignement - et particulièrement de la formation professionnelle - dans les Congrès de l'Internationale tenus avant la guerre de 1870. On en a discuté dans les réunions parisiennes. Les proudhoniens - c'est-à-dire la grande majorité des militants parisiens - défendaient la formule de *l'atelier-école* et condamnaient l'enseignement d'Etat, presque aussi vigoureusement que l'enseignement religieux. Engène Varlin - symbolique victime des assassins versaillais - quoique «*anti-autoritaire*» s'affirmait au contraire pour *l'instruction gratuite et obligatoire* au Congrès de 1867 - et unissait l'école professionnelle à l'école primaire, justement préoccupé d'élever l'ouvrier au-dessus de la profession.

Ces débats - dont la richesse mériterait une ample étude - traduisaient une volonté populaire dont la spontanéité se manifesta dès les premiers jours de la IIIème République. En octobre 1870, le maire du XIème laïcisa, en violation de la loi Falloux (2) toutes les écoles de l'arrondissement. Révoqué sur l'ordre de Jules Simon, ministre de l'Instruction publique dans le gouvernement de Défense nationale, il fut triomphalement réélu. Dans les quartiers populaires, la laïcisation des écoles se posait comme une revendication urgente. Edouard Vaillant, délégué à l'Instruction publique de la Commune, en attendant «*qu'un plan complet d'enseignement intégral soit formulé et exécuté*», voulut réaliser des réformes immédiates, c'est-à-dire «*laïciser toutes les écoles primaires et fonder des écoles professionnelles*».

(1) Il faut rendre hommage à notre ami Georges Duvau qui a publié dans la collection *l'Histoire Sociale*, une œuvre remarquable: «*La pensée ouvrière sur l'Education pendant la Seconde République et le Second Empire*». On y trouvera une documentation, unique à notre connaissance.

(2) Il est intéressant de noter que la loi Falloux votée en 1850, qui soumettait l'Université à l'Eglise ne fut abrogée que morceau par morceau et que la IIIème République en maintint certains articles jusqu'à sa fin.

Dans la commission d'enseignement constituée par la Commune, nous retrouvons les noms de Communards illustres: Jules Vallès (3), le Docteur Goupil (4), Jean-Baptiste Clément (5), Courbet... On ne saurait leur reprocher de n'avoir rien accompli.

Ce qui est remarquable c'est la floraison de propositions concrètes, dans ce bouillonnement tumultueux qui ne dura que deux mois et s'acheva par une semaine de Passion sanglante. Il se constitua, au lendemain du 18 mars, un groupe d'*Education nouvelle* qui réunissait à l'Ecole Turgot des professeurs, des instituteurs, des parents d'élèves. On y formula les principes de l'*Enseignement gratuit, obligatoire et laïque* tel qu'il fut institué par les lois votées de 1881 à 1887. On s'affirma pour «*l'emploi exclusif de la méthode expérimentale ou scientifique*».

Il y eut même des tentatives d'organisation de l'éducation physique, de l'enseignement du dessin et du modelage.

La Commune a été jugée souvent sévèrement par les révolutionnaires de toutes les écoles. Ses hommes et ses femmes surent se battre et mourir, ils n'eurent pas le temps d'apprendre les techniques de la guerre civile et l'art de gouverner. Mais dans l'héritage de ces grands vaincus, nous avons retrouvé les fondements de l'Ecole laïque (6) - dont la bourgeoisie républicaine s'attribue à tort toute la gloire - et surtout «*cet amour passionné de la culture de soi-même*» qui, de la *Première Internationale* au symbolisme révolutionnaire, d'Eugène Varlin à Fernand Pelloutier, ennoblissait les militants ouvriers.

Roger HAGNAUER.

(3) Jules Vallès dans *L'Insurgé* relate une savoureuse conversation avec un des prolétaires responsables de l'Enseignement.

(4) Il nous semble bien avoir rencontré le Dr Goupil, avec Jean Allemane, Camélinat. Elie May, dans le groupe des *Vieux de la Commune*, lors des défilés commémoratifs de la Semaine Sanglante.

(5) J.-B. Clément l'auteur du «*Temps des Cerises*»... dédié à une infirmière de la Commune.

(6) Dès son installation, la Commune a supprimé le budget des Cultes et sépara l'Eglise de l'Etat... tout en maintenant la liberté religieuse. Nous avons exposé les prodromes des lois laïques sous le titre: «*Une défense syndicaliste de l'Ecole laïque*» dans *La Révolution prolétarienne* de sept. 1951.